

Léon Trotsky

Œuvres

Mai 1922

Après Gênes et le 1° mai

La leçon de nos grandioses manifestations.

8 mai 1922

A Moscou, à Pétrograd, et aussi à Kiev et à Kharkov, les manifestations du 1° mai ont été vraiment grandioses. Leurs organisateurs mêmes n'avaient pas compté sur une telle affluence de manifestants. Les étrangers présents, y compris ceux qui nous sont les plus hostiles, en ont été stupéfaits. Un des représentants d'Amsterdam disait, sous l'impression de la manifestation, n'avoir rien vu de pareil depuis l'enterrement de Victor Hugo. Il avait pourtant vu bon nombre de manifestations dans différents pays d'Europe. Il va de soi que l'état d'esprit des manifestants était varié. Les uns venaient manifester avec enthousiasme, d'autres avec sympathie, des troisièmes par curiosité, des quatrièmes par esprit d'imitation. Mais il en est toujours ainsi dans un mouvement de masse. La foule, en général, avait le sentiment de participer à une œuvre collective; et elle était naturellement sous l'influence de ceux qui l'enthousiasme stimulait.

Quelques jours avant mai des camarades disaient dans nos sections : " On ne peut se représenter combien la conférence de Gênes a élevé le sentiment révolutionnaire et l'intérêt politique des masses ouvrières." D'autres ajoutaient: " La fierté révolutionnaire joue un grand rôle dans l'état d'esprit actuel. Nous avons donc forcé nos ennemis à nous parler en langage à peu près humain ! "

Si l'on juge par la presse socialiste blanche de l'émigration russe à l'étranger, la classe ouvrière russe, sceptique, déprimée, réactionnaire est tout entière hostile aux Soviétiques. Il se peut bien que toutes les correspondances qui l'exposent ne soient pas rédigées à Berlin, capitale du monarchisme russe et du socialisme blanc. Il se peut que certaines de ces correspondances soient rédigées d'après nature. Chacun décrit la nature qu'il voit. Les menchéviks abordent tout par le revers et décrivent ce revers. Qu'on soit dans nos quartiers ouvriers mécontent des dures conditions d'existence actuelles, personne ne peut en douter. On peut aussi reconnaître que la lenteur du développement de la révolution européenne et le procès si pénible du développement de notre économie engendrent parmi des travailleurs dont les milieux ne sont pas purement prolétariens, une certaine dépression, un certain désarroi qui se transforme même en mysticisme. Dans la vie quotidienne - et notre grande époque a sa banalité quotidienne - la conscience de classe est éparpillée par de petits soucis. Les différents intérêts, les différentes mentalités des groupes de la classe ouvrière passent au premier plan. Mais les grands événements récents ont révélé avec force la profonde unité d'un prolétariat qui a passé par le creuset de la révolution. Nous avons déjà observé ce fait le long de la longue route qui va de l'insurrection des Tchécoslovaques sur la Volga, à la conférence de Gênes. Nos ennemis eux-mêmes l'ont dit plus d'une fois : l'insurrection tchécoslovaque a été utile au pouvoir des Soviétiques. Les menchéviks, les s.-r., et les amis de M. Milioukov qui sont leurs frères aînés, répètent que la nocivité des interventions en Russie vient précisément de ce qu'elles ne font qu'affermir le pouvoir des Soviétiques. Qu'est-ce à dire, sinon que les grandes épreuves révèlent la profonde unité de ce pouvoir avec les masses ouvrières, malgré les erreurs et les abus, malgré la ruine, malgré la maladresse, malgré la fatigue des uns, et le mécontentement des autres.

Il est vrai qu'un régime gouvernemental contraire aux aspirations de la société, peut dans certains cas être affermi par un danger extérieur. Nous l'avons vu sous l'autocratie, dans la première période de la guerre russo-japonaise, et plus encore au début de la guerre impérialiste. Mais il n'en est ainsi que dans la première période, c'est-à-dire tant que la conscience des masses populaires ne s'est pas accoutumée aux faits nouveaux. Survient ensuite le règlement des comptes. Et le régime qui se survit perd au centuple ce qu'il paraissait avoir acquis dans la première période de guerre. Pourquoi ce phénomène, conditionné semble-t-il par une loi générale, ne se renouvelle-t-il pas dans la République des soviets ? Pourquoi nos ennemis les plus perspicaces sont-ils arrivés en trois années d'intervention militaire à renoncer à ce moyen ? Pour la raison même qui fait que la conférence de Gênes a suscité dans les masses ouvrières de la Russie l'élan vigoureux dont le grandiose succès des manifestations du 1° mai n'est que la conséquence.

Les menchéviks et les s.-r. étaient naturellement contre la manifestation et invitaient les ouvriers à n'y point participer. L'unanimité des travailleurs, dans les questions essentielles de la vie de la république ne s'en est attestée que mieux. On peut, certes arguer que les répressions ont nui et nuisent aux succès des prédications des socialistes blancs. C'est incontestable. Mais c'est là toute la lutte; ils veulent renverser le pouvoir des soviets et ce pouvoir leur résiste. Nous ne nous sentons nullement tenus d'offrir à leur action contre-révolutionnaire des conditions favorables.

La bourgeoisie elle aussi ne s'efforce nulle part de faciliter leur tâche aux communistes. Et pourtant, le mouvement révolutionnaire a crû et croît encore. Le tsarisme disposait du plus redoutable appareil de coercition et n'en est pas moins tombé. Disons plus; les menchéviks eux-mêmes ont souvent dit et répété que les répressions de l'autocratie ne faisaient qu'étendre et tremper le mouvement révolutionnaire. C'était vrai. Dans la première période de la guerre russo-japonaise et de la guerre impérialiste les manifestations patriotiques réussirent à l'ancien régime. Mais dans une mesure très restreinte. Les rues des grandes villes ne tardèrent pas à tomber au pouvoir des foules révolutionnaires. On n'explique donc rien par la répression. Ou bien l'emploi de cet argument fait naître la question suivante : pourquoi ces réponses sont-elles couronnées de succès, tandis que toutes les luttes contre elles sont infructueuses ? Voici la réponse : les répressions n'atteignent pas leur but quand elles sont l'œuvre d'un pouvoir gouvernemental qui se survit et quand elles sont dirigées contre les jeunes forces historiques qui font le progrès. Mais dans les mains d'un pouvoir qui va avec l'histoire et avec le progrès les répressions peuvent être très efficacement employées à déblayer le terrain des forces périmées.

Mais si notre 1° mai a révélé la profonde unité des travailleurs et du régime des soviets ainsi que la complète impuissance des partis du socialisme blanc, ne peut-on pas en déduire l'inutilité des répressions ? N'y a-t-il pas lieu de légaliser l'impuissance des ennemis, fussent-ils mortels, de la révolution ouvrière ?

A cette question aussi il faut une réponse parfaitement claire. Si la fête du 1° mai avait revêtu dans le monde entier un caractère semblable la question des répressions ne se poserait pas en Russie. Si la Russie était seule au monde il en serait de même. Mais les travailleurs ne sont descendus, ce 1° mai, dans les rues de Moscou, de Pétrograd, de Kharkov, de Kiev avec tant

d'enthousiasme que parce qu'ils sentaient, parce qu'ils voyaient à Gênes leur Russie ouvrière et paysanne tenir tête à quatre dizaines d'Etats bourgeois. Dans les limites de la Russie les menchéviks et les s.-r. sont insignifiants. Mais dans le monde la corrélation des forces est tout autre car le pouvoir est partout exercé par la bourgeoisie auprès de laquelle le menchévisme n'est qu'un mécanisme conducteur d'influence politique.

Le menchévisme russe est insignifiant mais il est le levier d'un système encore puissant dont la force motrice réside dans les Bourses de Paris de Londres et de New York. La question de la Géorgie l'a montré avec la plus grande netteté. A la suite de M. Vandervelde les menchéviks n'ont rien exigé de moins que la restauration de leur Géorgie; et M. Barthou, le plus réactionnaire des profiteurs politiques de la France a exigé l'admission à Gênes de l'ancien gouvernement géorgien. Le même Barthou garde soigneusement en réserve l'armée de Wrangel pour la cas où une descente sur les côtes du Caucase lui paraîtrait utile. Au fond, dans tout cela, il ne s'agit que du pétrole du Caucase, convoité par la finance.

Dans nos limites nationales, les menchéviks et les s.-r. n'ont aucune importance, mais au sein du capitalisme qui nous environne ils ont été et ils restent un service à demi-politique, à demi-militaire de l'impérialisme armé. Après un train-train quotidien prolongé et tout le travail de sape qu'il comportait des deux côtés, la conférence de Gênes a de nouveau fait ressortir, sous une forme dramatique et frappante l'antagonisme entre la Russie des Soviets et le reste du monde. C'est pourquoi les travailleurs de notre pays sont venus se placer avec tant d'enthousiasme sous le drapeau des Soviets. Leur magnifique mouvement a montré à la fois la force révolutionnaire de notre république et la grandeur des dangers qui l'environnent. Nous n'avons pas de front nous ne nous battons pas aujourd'hui, mais nous sommes encore une forteresse assiégée. L'ennemi a consenti à un armistice et nous a demandé de lui envoyer des parlementaires. L'ennemi nous a tâtés et s'est rendu compte que nous sommes plus éloignés d'une capitulation que nous ne le fûmes jamais. Mais l'ennemi est puissant encore. Le danger reste donc grand. Et telle est la leçon de notre 1° mai; conscients de notre force, nous devons veiller avec une vigilance qui ne se relâchera pas un instant.

Intervention sur la crise du P.C.F.

Exécutif de l'I.C. – 8 mai 1922

TROTSKY. — Camarades, j'ai l'impression que la situation du Parti français se complique toujours davantage dans la mauvaise voie.

J'étais beaucoup plus optimiste pendant le troisième Congrès, un peu optimiste pendant la séance plénière de l'Exécutif et, si vous me permettez l'expression, un peu pessimiste maintenant, étant donné la situation exposée par notre camarade Leiciagué.

Les diverses tendances

Ce qui est très intéressant, c'est le mode de groupement dans le Parti. Nous voyons comme opposants les plus décisifs, comme défenseurs de la tactique la plus révolutionnaire, les camarades Renaud Jean et Victor Méric, c'est-à-dire des éléments tendant vers l'opportunisme assez clairement. J'ai suivi avec intérêts les articles et les discours du camarade Renaud Jean, qui occupe maintenant dans le Parti une fonction très importante, et j'ai remarqué, j'ai même exprimé cette opinion tout à fait déterminée dans le journal central du Parti, dans le *Pravda*, que Renaud Jean se trouve sur la voie dangereuse d'un opportunisme déclaré dans le sens de celui de nos socialistes révolutionnaires. Il fait la politique d'une nouvelle classe ouvrière, d'un nouveau prolétariat qu'il appelle "le prolétariat et les paysans". Il dit qu'il ne s'agit pas de faire le front unique des ouvriers conduits par nous et par les autres, que la seule revendication qui vaille, c'est celle du prolétariat tout entier, c'est-à-dire des paysans et des ouvriers : l'antimilitarisme. Or, Renaud Jean fait une politique antimilitarisme assez vulgaire, dans un sens équivoque; il la conforme au cerveau paysan, et pour cela il charge tout à fait la doctrine marxiste, la notion de classe ouvrière, de prolétariat. Il nous oppose au front unique et au programme ouvrier de revendications immédiates un antimilitarisme tout à fait vulgaire, et c'est lui, n'est-ce pas, qui est l'accusateur le plus décisif de la tactique adoptée par la III^e Internationale ?

Victor Méric, nous connaissons sa tendance, qui n'est pas la nôtre.

Or, voyons comment les tendances se groupent.

Les éléments de droite, de tendance prononcée, sont contre le front unique, parce que ce n'est pas une tactique révolutionnaire.

Les éléments qui se sont montrés hésitants dans différents cas ne se sont pas prononcés aussi dans la situation actuelle et restent dans l'expectative.

Enfin, les éléments que nous connaissons comme les défenseurs des conceptions de l'Internationale, comme Lorient, comme Souvarine et Treint, comme Amédée Dunois, sont partisans de la tactique du front unique.

C'est une situation singulière, qui donne la même impression qu'un corps renversé, tête en bas et jambes en l'air.

Les éléments opportunistes disent : "Nous n'acceptons pas." Les éléments révolutionnaires disent : "Nous acceptons la tactique de l'Internationale." Puis, quand la décision est votée après une discussion assez large, on se trouve dans l'*Humanité* que des articles de tête d'un ton tout à fait hostile, dans un sens tout à fait opposé, c'est-à-dire qu'on blâme chaque jour l'Internationale Communiste et les Partis adhérents. Or, pour les partis adhérents à l'Internationale, ce n'est plus une question de théorie, c'est maintenant une question d'action.

Singulière discipline

J'aurais compris qu'on dise : "Nous avons chez nous des préjugés, des opinions obscures à ce sujet; nous voulons ouvrir une tribune libre, en laissant ceux qui comprennent et qui partagent la tactique de l'Internationale la défendre et en accordant une tribune libre, par exemple en troisième page, à ceux qui ont des doutes." Mais on fait le contraire : on attaque l'Internationale Communiste dans les articles officiels du Parti et on ne laisse pas place aux défenseurs, ou bien on leur laisse une place assez insignifiante.

Qu'est-ce que la discipline ainsi comprise et mise en pratique ? Si c'est cela la discipline, qu'appellera-t-on indiscipline ?

Je n'ai consulté personne, mais, pour ma part, quand on me demande : "Que faut-il faire ?", je réponds : "Il faut inviter le Parti français à la discipline, et si le Parti ne s'y soumet pas, tous les partis communistes doivent le blâmer dans leurs journaux."

On ne peut admettre, dans une question si importante, des choses équivoques. Nous sommes tout à fait engagés dans la voie du front unique, après des mois et des mois de discussions, et un parti des plus importants, dans son organe central, nous attaque, nous blâme, nous désavoue chaque jour. C'est une situation intolérable.

On nous donne comme argument : "Nous perdrons la C.G.T.U. si l'on s'engageait dans cette voie." Mais, la C.G.T.U., vous l'avez déjà perdue par votre tactique équivoque, par votre tactique pusillanime - je dis le mot ouvertement - à l'égard des libertaires, des anarchistes. Votre attitude, toujours l'équivoque, toujours l'expectative, c'est une tactique qui n'a jamais donné de victoire, jamais, jamais, jamais.

Vous avez perdu la C.G.T.U., malgré que vos adversaires soient des éléments confusionnistes. Ceux-ci ne doivent leur succès qu'à notre Parti, car si, par leur mentalité, par leurs idées, ils n'étaient pas capables de l'emporter dans cette lutte contre nous, le Parti, grâce à son attitude leur a donné la victoire.

Et à présent, on nous dit : "Nous ne pouvons pas avoir une attitude nette parce que nous perdrons la C.G.T.U."

Vous l'avez perdue.

Situation aggravée

Est-ce que la situation était meilleure il y a quelques mois ? Oui, Maintenant elle est pire et plus tard elle sera pire encore. Et si vous restez dans l'expectative c'est-à-dire si vous laissez faire librement les anarchisants, qui ont du moins le courage de dire leurs bêtises, vous laisserez un vide dans les cerveaux, dans la mentalité des ouvriers. Par une sorte de loi physique, la bêtise des anarchisants pénètre dans ce vide que vous laissez se créer, du fait de votre attitude d'expectative.

On nous parle d'action prématurée. Qu'est-ce que cela veut dire ? Prématurée pour la masse ouvrière, ou pour le Comité Directeur du Parti ? Pour qui ? On nous dit : "Il y a dans tel ou tel coin des ouvriers qui n'ont pas compris." Mais, naturellement ! C'est une chose tout à fait compréhensible ! Alors, il faut leur expliquer. Mais si vous les intimidez par le danger d'une liaison organique avec les social-patriotes et les Longuetistes, naturellement l'action paraîtra toujours prématurée.

Les réintégrations

Parlons des réintégrations. La question a été présentée aussi d'une manière très équivoque.

J'ai eu l'impression d'une chose jouée, comme si l'on avait dit : les autres là-bas nous ont imposé la réintégration; alors il ne reste qu'à l'accepter, avec une démonstration hostile. Nous partageons les voix. Nous leur donnerons à peu près la moitié plus un, et la moitié moins un votera contre, il n'y a pas eu de discussion. On dirait qu'il y avait obligation de réintégrer. Il semblerait que le Parti ait voté sous la violence de l'Internationale.

Est-ce que *l'Humanité* a défendu avec acharnement le point de vue de la délégation française à l'Exécutif élargi et de l'Internationale ? Non.

Pourtant, nous avons tous entendu notre camarade Daniel Renoult. Il n'a pas dit : "Vos propositions sont nuisibles." Le camarade Cachin ne l'a pas dit non plus. Ils nous dit : "Oui, c'est une base de réconciliation pour l'action commune, et elle est tellement raisonnable que nous prenons l'obligation, au nom du Comité Directeur, de réaliser ces propositions." Voilà ce qu'ils ont dit. Alors, s'ils avaient voulu réussir, ils auraient, à leur arrivée, défendu avec énergie leur point de vue. Mais ils n'ont pas fait cela. Ils ont fait une politique qui n'est pas comprise des masses, parce que les masses ne savent rien. Ainsi, on construit un vote très équivoque et très nuisible pour l'autorité du Parti français comme pour celle de l'Internationale.

L'exclusion de Fabre

Avec Fabre.

J'ai lu dans *l'Humanité* le texte de la résolution, mais un peu changé ! Il y est dit : le journal de Fabre sera mis "hors du contrôle du Parti". Or, j'ai demandé tout de suite, je ne sais plus à qui, je ne me souviens pas si c'est Rosmer, à Souvarine ou à Sellier, ou à un camarade russe : Qu'est-ce que cela veut dire : "Hors du contrôle du Parti ?" Il s'agit de chasser Fabre, de le chasser comme une canaille parce que c'est une canaille politique, telle est mon opinion, et non pas pour le mettre "hors du contrôle du Parti". On a changé le texte de la résolution. Je demande aux camarades du Parti français, comme aux autres : Est-ce que l'Internationale a le droit de dire : nous voulons ou nous ne voulons pas collaborer avec un Fabre et ceux qui se solidarisent avec lui ? Maintenant, c'est dans un délai bien déterminé, et c'est l'Internationale qui doit exclure Fabre. Nous n'avons rien à faire avec cet agent de la bourgeoisie. Son journal, il existe seulement pour corrompre le Parti. Fabre est un "marchand de papier", comme l'a bien caractérisé Rappoport devant la Commission des Résolutions du Congrès de Marseille. C'est un marchand de papier, pas plus, mais un marchand de papier gâté par des articles venimeux.

Est-ce que *l'Humanité* a publié un article contre lui, pour le dénoncer à la masse, pour expliquer ce que c'est que Fabre ? Non, jamais. Parce qu'elle était très occupée à dénoncer l'opportunisme de la III^e Internationale.

Le Parti et les syndicats

Revenons à la C.G.T.U. il ne s'agit pas de ne pas la perdre, il s'agit de la gagner, parce qu'elle est actuellement perdue pour vous.

Est-ce que vous faites la tactique de conquête de la C.G.T.U. ? Maintenant il s'agit de faire cette conquête, et, pour faire cela (je parle à titre personnel, parce que je n'ai encore consulté ni mon Parti, ni le camarade Zinoviev, ni l'Exécutif). Il s'agit d'abord de ne pas laisser librement agir comme "briseurs de communisme", comme anarchistes, des membres de notre Parti.

Comment pouvons-nous nous adresser aux ouvriers dans les syndicats si des membres en vue de notre Parti font une politique dirigée contre nous ? Or, on demande qu'il n'y ait plus de relations organiques entre les deux Internationales, c'est-à-dire d'échange de représentants. C'est une question qu'on peut discuter. Les communistes peuvent se dire entre eux : "Il y a encore beaucoup de préjugés dans certains cerveaux ouvriers, influencés par les anarchisants", etc. Faisons cette concession. Ces choses-là peuvent être dites dans notre milieu. Mais, en même temps, chassons, chassons immédiatement les faux communistes, parce que ce sont les ennemis de notre citadelle. Quelle raison avons-nous d'avoir des ennemis dans la garnison de notre citadelle ?

Je propose de discuter ces questions :

- I. Proposer à *l'Humanité*, au Parti, de cesser les attaques venimeuses contre la tactique adoptée par l'Internationale Communiste et ne pas ajourner sa décision définitive jusqu'au mois d'octobre; de s'incliner devant l'Internationale, non en paroles, mais en fait, et dans l'action. Et les discussions, les transporter dans une tribune libre, dans le *Bulletin Communiste*, ou à la troisième page de *l'Humanité* ou de *l'Internationale*
- II. Inviter *l'Humanité* à donner une interprétation authentique aux décisions de l'Internationale aux engagements pris par la délégation du Parti français, en tant qu'engagements pris consciemment dans l'intérêt du Parti et non pas imposés formellement. Il s'agit ici aussi des réintégrations.

- III. Expulser Fabre dans un certain délai, et bien court. Exclure tous ces "communistes" qui continueront leurs attaques contre les principes, décisions et statuts de l'Internationale.

Lettre à A. Rosmer

22 mai 1922

Cher ami,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt vos articles dans *l'Humanité*, et je me réjouis de voir que vous vous êtes donné entièrement au travail, quoique sans passeport de " rédacteur, directeur ou leader " ! La situation générale dans le parti nous apparaît d'ici très alarmante. Je pense que, dans l'appréciation de cette situation, nous sommes, d'une façon générale, d'accord avec vous. La circulaire de l'opposition de la fédération de la Seine contre Georges Pioch constitue une manifestation précieuse et importante. Il est vrai que l'on trouve dans cette manifestation des éléments qui semblent dénoter une reconstitution de la fraction de gauche. Mais la responsabilité de ce fait incombe entièrement au centre, passif et sans principes. J'ai parlé de cela dans un rapport que j'ai fait à une séance du comité exécutif au cours de laquelle fut étudiée la question française¹. Il est absolument évident que le développement du parti en est arrivé au point critique : si le centre, d'accord avec la gauche, se met à frapper sur l'aile droite, tout le parti en sera un peu secoué, mais toutes les questions politiques deviendront du coup plus claires - le parti en sera, pour ainsi dire, promu à la classe supérieure. Mais si le centre demeure dans sa léthargie actuelle, ne se manifestant que par des boutades contre le Front Unique², alors la renaissance, la consolidation, le développement de la fraction gauche sont absolument inévitables et c'est entre ses mains que résidera le sort du parti.

En ce sens, je pense que la politique de prudence et d'expectative, la politique en partie passive que le Comintern a menée, en toute conscience, à l'égard du parti français, en lui laissant le temps se déterminer, je pense que cette politique a fait son temps. Nous n'avons pas renoncé ici à l'espoir d'un bloc du centre et de la gauche et à leur fusion politique. Comme auparavant, nous restons convaincus que seul un tel bloc peut assurer le développement du parti sans de pénibles ébranlements internes. Mais, en même temps, le comité exécutif, se basant sur toute l'expérience de l'année écoulée, est arrivé à la conviction inébranlable qu'il est possible de déterminer le centre à donner un sérieux coup de barre à gauche, et à rompre avec la droite, non plus en attendant avec patience, mais seulement en posant ouvertement et énergiquement toutes questions litigieuses devant les masses du parti français et devant toute l'Internationale. Nous avons adressé au comité directeur une lettre dans laquelle toutes les questions sont posées de la façon la plus nette³. Dans le même but, le comité exécutif a exclu Fabre ses compagnons, montrant ainsi que la question est bien au-dessus d'une casuistique juridique et constitue un acte de politique révolutionnaire. Si le comité directeur ne donnait pas à cette lettre une réponse satisfaisante, le comité exécutif a l'intention de la publier et de faire appel au parti français dans son ensemble. Cette voie serait, cela va sans dire, plus pénible et plus longue peut-être, mais en fin de compte, le vrai communisme aurait tout de même frayé son chemin.

La conduite du parti dans la question syndicale est particulièrement inadmissible. Certains camarades assurent avec le plus grand sérieux que l'insuccès du parti dans le mouvement syndical s'explique par l'erreur du dernier congrès établissant un lien organique entre deux Internationales. Il en résulterait que la masse ouvrière se serait rebiffée en apprenant qu'une représentation permanente mutuelle aurait été établie entre le Comintern et le Profintern⁴ ! En fait, c'est une profonde naïveté. La masse qui est attirée par le Profintern rouge ne s'intéresse pas à telle ou telle subtilité d'organisation. Ce qui l'attire, c'est le drapeau de la révolution prolétarienne, du communisme, de la République des Soviets, de la Russie des ouvriers et des paysans. Penser que l'ouvrier de la masse qui préféra Moscou à Amsterdam est effarouché parce qu'un échange de représentations est établi entre les deux Internationales, c'est ne pas distinguer les masses de la bureaucratie syndicale. Cette dernière, en effet, ne veut pas de lien organique, car elle craint le contrôle politique et que le parti ne l'engloutisse... Au fond, les syndicalistes et les libertaires dirigeants représentent dans le mouvement syndical une véritable oligarchie qui veille sur sa position et ses prérogatives et veut les préserver de la " concurrence " du parti communiste. La masse organisée dans les syndicats ne craint pas, quant à elle, cette concurrence : elle cherche au contraire avidement une véritable direction. Le vieux parti socialiste parlementaire craignait la concurrence des révolutionnaires et des syndicalistes qui lui jetaient sans cesse au visage ses péchés opportunistes et patriotiques. Le nouveau parti communiste se voit contraint de continuer cette tradition dans la mesure où il ne s'est pas affranchi des tendances opportunistes. Au moment où le parti déploiera son drapeau dans les syndicats et y parlera à pleine voix, il conquerra la masse des ouvriers syndiqués et les meilleurs éléments syndicalistes se placeront sous son drapeau. Il n'y aura plus place pour les esprits bornés, les bavards, les intrigants et les aventuriers de l'espèce de Verdier, Quinton, etc. Je considère comme un symptôme extrêmement alarmant l'article de Frossard disant qu'il faut, dans cette question, continuer la tradition jaressiste : sur cette voie, le parti ne pourra rencontrer que sombre ruine, elle-même précédée de celle des syndicats privés d'une direction idéologique régulière. Effrayé par des spectres, le parti refuse de faire son devoir. Effrayé par une crise, inévitable pendant la période de transition vers une politique correcte à l'égard des syndicats, le parti marche inévitablement à la catastrophe. Un tournant radical de la politique du parti sur cette question constitue une condition préalable absolument nécessaire pour tout travail sérieux au sein du prolétariat.

Il est extrêmement important pour nous à présent de recevoir de vous des informations assez complètes et fréquentes sur le développement intérieur du parti. Si les groupements du parti prenaient une direction indésirable ou si l'aile droite, qui manœuvre et intrigue avec beaucoup d'habileté, réussissait à enfoncer plus profondément le coin entre le centre et l'aile gauche, il faudrait

¹ Le discours de Trotsky à l'Exécutif du 19 mai a été publié dans le Bulletin communiste, n° 34, pp. 638-645, et sa réponse dans le n° 35, pp. 652-655.

² Le conseil national du parti communiste, qui s'était tenu les 23 et 24 avril précédents, avait voté, par 3 337 mandats contre 1068, une résolution affirmant que seul un congrès mondial pouvait trancher définitivement la question du Front Unique.

³ La lettre de l'Exécutif de l'I. C., en date du 12 mai 1922, a été publiée dans le Bulletin communiste, n° 37, pp. 693-696.

⁴ Profintern : Internationale Syndicale Rouge.

peut-être recourir à un rapprochement de la convocation du 4^e congrès, en plaçant au premier plan la question française. Donnez-nous sur cette question aussi votre opinion.

La politique du centre est on ne peut plus clairement représentée ici par Rappoport. Il est venu me voir, la veille de la séance de l'Exécutif consacrée à la question française. Je me suis entendu avec lui pour qu'il assistât à la séance. Le camarade Zinoviev lui avait envoyé une invitation officielle. Cependant, et quoiqu'on se fût bien entendu avec lui à l'avance, il ne parut pas. Toutes les recherches pour le retrouver furent vaines. Ainsi, un membre du comité directeur du parti communiste français se trouvant à Moscou brille par son absence à la séance même du comité exécutif où sont étudiés les problèmes les plus importants du communisme français. En cela Rappoport symbolise bien la politique du centre.

Il est curieux que le parti français ait applaudi Tchitchérine lorsqu'il proposa à Barthou le désarmement⁵. Mais, lorsque Radek, à Berlin, demanda à Vandervelde et à ses alliés, Longuet, Jouhaux et autres, comment ils entendaient lutter pour le désarmement, Daniel Renoult fut terrifié par un tel front unique. Il ne comprenait pas qu'à Gênes et à Berlin nous avons appliqué une seule et même méthode de démonstration politique de grand style.

Nous sommes satisfaits des résultats de Gênes. Nous attendons à présent une bonne récolte. Pour le moment les perspectives sont magnifiques, et le printemps promet beaucoup. Si l'été paie les traites du printemps, la récolte sera bonne, et alors, ce sera un grand pas économique en avant.

De Marguerite⁶, j'ai reçu une lettre de Tcheliabinsk en même temps que la lettre que je vous ai envoyée. Elle était contente de son travail. Je n'ai pas encore reçu de réponse à la lettre que je lui ai envoyée.

Quant à moi, je n'ai pas grand-chose à vous apprendre; outre le travail concret, je suis occupé par la publication de deux volumes consacrés à la crise de la II^e Internationale et à la préparation de la III^e (recueil d'articles et de brochures publiés au commencement de la guerre, en Suisse, France et Amérique). La jeune génération du parti a besoin de matériaux éclairant la journée d'hier. On prépare en même temps un recueil de travaux sur l'organisation de l'armée rouge. Ce dernier recueil paraîtra vraisemblablement en même temps dans les éditions en langues étrangères, étant donné que, n'en déplaise à Verfeuil, Pioch et autres dukhobors⁷, le moment approche où les ouvriers européens devront méditer concrètement les questions de la violence révolutionnaire sous tous ses aspects.

Voyez-vous Monatte ? Comment se sent-il ? Quels sont ses projets ? Je vous embrasse cordialement et vous souhaite bon succès dans votre travail.

⁵ Proposition du chef de la diplomatie soviétique aux ministres occidentaux à la conférence de Gênes.

⁶ Marguerite Thévenet, compagne de Rosmer.

⁷ Secte religieuse mystique.

Karl Liebknecht - Hugo Haase

22 mai 1922

Liebknecht ne fut pas présent à Zimmerwald - il était prisonnier de l'armée des Hohenzollern, avant de se retrouver prisonnier d'Etat - mais son nom fut entendu plus d'une fois à la Conférence. Il avait une telle résonance dans cette lutte qui déchirait le Socialisme européen, comme plus tard le Socialisme américain ! Liebknecht était notre appui principal : une preuve, un exemple vivants dans la campagne contre le social-patriotisme des pays de l'Entente. Les sociaux-patriotes français et russes citaient avec effronterie les discours de Liebknecht pour en tirer les preuves des crimes du militarisme germanique et de la pureté des droits de l'Entente. Ils ne faisaient que faire écho à la presse capitaliste.

Je connaissais Karl Liebknecht depuis de nombreuses années, bien que le rencontrant plutôt rarement. Expansif, s'enflammant légèrement, il tranchait nettement sur la faune insignifiante et terne des bureaucrates du Parti. Il se distinguait déjà par son physique. Ses lèvres pleines et ses cheveux noirs frisés le faisaient ressembler à un «indigène» bien qu'il fût un pur Allemand. Liebknecht fut toujours à demi-étranger dans la maison de la social-démocratie toujours prête aux compromis. Il ne se livrait pas à des analyses personnelles sur le développement historique, il ne s'occupait pas des prévisions théoriques du lendemain, mais son instinct sincère et profondément révolutionnaire le mettait toujours - en dépit des hésitations - sur le droit chemin. Bebel connaissait Liebknecht depuis l'enfance et le traitait comme un adolescent, tout comme Wilhelm Liebknecht avait traité Bebel. Celui-ci supportait, non sans une ironie sympathique, les protestations indignées de Liebknecht contre la politique opportuniste du Parti. Il pinçait les coins de sa fine bouche, mais ne céda pas à Karl. Et la parole de Bebel, presque jusqu'à sa mort, avait une importance décisive dans le Parti.

Liebknecht était un révolutionnaire authentique et un internationaliste convaincu. Il consacrait une partie importante de son temps et de ses forces à des activités étrangères à la social-démocratie allemande. Il entretenait des relations étroites avec des révolutionnaires russes et polonais. Il était lié d'amitié avec certains. Il aidait les autres. Quelque temps après la mort de sa première femme, il épousa une Russe. Les événements de la Révolution russe le frappèrent de façon extraordinaire. Il ressentait comme nous la victoire de la contre-révolution. Il dépensait une bonne partie de son énergie dans une propagande anti-militariste auprès des jeunes. Les hautes instances du Parti regardaient d'un oeil peu favorable cette activité incessante. La Justice s'occupa de Liebknecht. Ce dernier acquit, par ses contacts avec les juges, l'instinct combatif nécessaire, et en outre la possibilité d'observer à fond et de juger le fonctionnaire moyen du Parti. Celui-ci en voulait au dément qui troublait une existence si calme. Liebknecht bouillait et s'indignait, non pour lui-même, mais pour le Parti.

C'est ainsi que la guerre le surprit. Sans aucun doute, elle le dépassa, du moins au début. Durant plusieurs semaines, il chercha son chemin, puis il le trouva et n'en démordit plus. Il tomba comme combattant de la guerre civile - entre une barricade et l'autre - ayant donné à la Révolution tout ce qu'il pouvait lui donner. Toute sa personnalité incomparable eut le temps de se développer au maximum pendant la guerre. Sa lutte contre la soldatesque toute-puissante et misérable des Hohenzollern, contre les bas laquais remplis de lâcheté et d'auto-satisfaction, les bureaucrates du parti qui déchaînèrent leur clique contre lui, restera le symbole d'un héros de haute portée morale. Le nom de Karl Liebknecht éveillera inévitablement des échos dans les siècles à venir.

Hugo Haase fut absent à Zimmerwald, en dépit des rumeurs annonçant son arrivée. La Conférence n'y perdit guère, car il est à peu près impossible que Haase ait pu lui donner plus que ne le fit Ledebour.

Il nous faut maintenant parler un peu de Haase. A la tête de l'opposition modérée social-démocrate, Haase devint, pendant la guerre, le «guide», celui que Bebel désigna presque officiellement comme son successeur. Haase était un avocat de Königsberg, un provincial, sans grande largeur de vues, sans grand tempérament politique, mais honnêtement dévoué au Parti. En tant qu'orateur, il était sec, pas du tout original, avec un fort accent de Königsberg. Il n'était en rien un écrivain. Au début du siècle, il se voua à l'étude de la philosophie kantienne, mais celle-ci n'imprima en lui aucune trace profonde. A l'instar de Liebknecht, Haase était très lié avec des révolutionnaires russes de nombreuses voies illégales passaient par Königsberg, qui permettaient de transiter en Russie des émigrés et de la littérature clandestine. Quand, en 1903, la police allemande entreprit une action énergique contre la contrebande révolutionnaire, Haase se montra le plus acharné défenseur des révolutionnaires russes.

Bebel avait un fort penchant pour Haase. L'idéalisme de ce dernier enchantait le vieillard. Haase était dépourvu de tout idéalisme élevé révolutionnaire, mais il avait le sien, plus étroit et plus «terre-à-terre». Par exemple, pour mieux se consacrer aux tâches du Parti, il renonça à son cabinet d'avocat à Königsberg - trait qui ne se rencontre pas fréquemment parmi les hauts bureaucrates sociaux-démocrates. Bebel, à la grande perplexité des révolutionnaires russes, recommanda de façon insistante Haase au poste de second président du Comité Central du Parti. Affable et attentionné dans ses relations personnelles, Haase resta jusqu'au bout, en politique, ce qu'il était de nature : un honorable démocrate de province, sans largeur de vues, sans tempérament révolutionnaire. Dans les circonstances critiques, il se gardait bien des décisions bien tranchées, recourant aux demi-mesures et à l'attentisme. Rien d'étonnant que les indépendants le choisirent comme un de leurs chefs. Il conserva ce poste jusqu'à sa mort.

Le communisme Français et l'attitude du Camarade Rappoport

23 mai 1922

La situation intérieure de notre Parti français est aujourd'hui incontestablement une question extrêmement importante pour toute l'Internationale Communiste. Au sein de ce Parti des transformations se produisent qui sollicitent la plus grande attention. L'historien dira avec quelle difficulté le Parti prolétarien du vieux pays «civilisé», «républicain», alourdi des traditions du passé parlementaire opportuniste, s'est adapté à la nouvelle situation historique. Ceux qui pensent ou qui disent qu'en France, pays victorieux, la situation n'est pas révolutionnaire et que c'est cela même qui expliquerait la crise du communisme français, se trompent radicalement. En réalité, la situation, si on l'analyse bien à fond, a un caractère profondément révolutionnaire. La situation internationale de la France est extrêmement instable et pleine de contradictions. Elle est la source de crises inévitables et de plus en plus aiguës. La situation financière du pays est catastrophique. Cette catastrophe financière ne peut être prévenue que par des mesures de la plus profonde violence sociale, pour lesquelles la classe dirigeante n'est absolument pas de taille. Tout le régime gouvernemental de la France après la guerre, et avant tout son militarisme et ses efforts coloniaux, ne correspondent pas à la base économique; on peut dire la mégalomanie de grande puissance de la France menace d'écraser le pays sous son poids. Les masses ouvrières sont déçues dans leurs illusions nationales, découragées, mécontentes, indignées. Le bloc national, ayant écrémé la victoire, se dissout devant nos yeux. Le radicalisme, de même que le social-patriotisme ont gaspillé leurs ressources fondamentales encore avant la guerre. Si le régime radical réformiste (Caillaux, Albert Thomas, Blum) succédait au régime du bloc national, ce ne serait guère pour un terme plus long qu'il n'en faut au Parti Communiste pour se préparer définitivement à l'accomplissement de sa tâche essentielle. Ainsi donc, les conditions objectives de la Révolution et les conditions subjectives d'une politique révolutionnaire sont données. S'il manque quelque chose, ce ne peut être que l'évolution intérieure du Parti lui-même.

L'affaire Fabre a, sous ce rapport, un caractère profondément symptomatique. Le Parti Communiste ayant rompu en principe avec l'idéologie nationale et réformiste, accepte dans ses rangs un des condottieri les plus vulgaires du journalisme, qui monte, à ses propres risques et périls, l'entreprise d'un journal sans principe, et ayant affiché sur sa porte la cocarde communiste, accorde à son tour la plus large hospitalité aux réformistes, aux nationalistes, aux pacifistes, aux anarchistes, sous une seule condition : mener la lutte contre l'Internationale Communiste. Ce scandale invraisemblable continue depuis le jour de la constitution du Parti Communiste et prend des formes de plus en plus nettes et démoralisantes. Bien plus, dans le journal de Fabre collaboraient les membres les plus influents du Comité Directeur du Parti et lorsque l'Internationale les détermina à cesser leur collaboration, ils le firent sur le ton de la plus tendre élogie. Il se trouve, il va sans dire, des malins qui nous disent que nous «exagérons» l'importance de ce fait. Nous considérons ces malins comme des nigauds et des gobe-mouches, sinon pire, c'est-à-dire sinon comme des protecteurs conscients de la clique de Fabre envisagée comme contre-poids «utile» à l'aile gauche. Le Comité Exécutif de l'Internationale a fait preuve, dans cette question, de même que dans toutes les autres questions intérieures du communisme français, de la plus grande prudence en donnant des conseils, en attendant patiemment des réponses et des actes, en faisant des propositions d'accord avec les camarades français, en donnant le temps nécessaire pour la réalisation de ces propositions, en avertissant de nouveau et en attendant de nouveau - jusqu'à ce qu'il se vit contraint de recourir au paragraphe 9 des statuts et d'exclure Fabre de l'Internationale.

Il faut espérer que le camarade Rappoport qui se trouve en ce moment à Moscou, ne contestera pas le droit et l'obligation de l'Internationale de décider qui peut et qui ne peut pas faire partie de l'Internationale. Fabre n'est pas des nôtres, Fabre n'a rien de commun avec nous, c'est un adversaire direct. C'est pour cette simple raison que chaque prolétaire français comprendra parfaitement que Fabre a été exclu de l'Internationale. Et tous ceux qui soutiennent Fabre ou qui se solidarisent avec lui s'excluent par cela même automatiquement de nos rangs. Mais peut-être le camarade Rappoport doute-t-il de l'efficacité de cette décision ou de son opportunité ?

Le camarade Rappoport demande dans les *Izvestia* une attitude prudente à l'égard du mouvement ouvrier français. Qu'est-ce à dire ? Tous les initiés verront dans ces paroles une allusion. Malheureusement ce n'est qu'une allusion; nous aurions préféré une critique franche et de claire indications sur ce que le camarade Rappoport veut et sur ce qu'il ne veut pas. En vérité, ce n'est pas le moment des allusions et des ambages, surtout si l'on considère que le camarade Rappoport est membre du Comité Directeur du Parti communiste Français. Quelques lignes plus haut, Rappoport dit qu'il ne serait pas juste de tirer des «conclusions pessimistes» à l'égard du mouvement ouvrier français : «Les masses révolutionnaires de France, écrit-il, sont saines. » Encore une illusion : qui est-ce qui tire donc des conclusions pessimistes françaises ? Qui est-ce qui traite le mouvement ouvrier français avec insuffisamment de prudence ?.. Il est indispensable de reconnaître au mouvement français «le droit à une certaine indépendance», dit Rappoport. Encore une réticence. Seulement au mouvement français ? Cela ne se rapporte-t-il pas à toutes les sections nationales de l'Internationale ? Quand et en quoi l'Internationale a-t-elle restreint sans légitimité l'indépendance, l'autonomie du mouvement ouvrier français ? Que signifient ces allusions, ces sous-entendus ? Ne vaut-il pas mieux dire clairement et fermement en quoi l'Internationale a-t-elle insuffisamment ménagé le mouvement ouvrier de France et en quoi précisément il a violé l'autonomie nécessaire du communisme français ? On ne peut s'entendre qu'en posant clairement et franchement toutes les questions discutées.

Le malheur est que le camarade Rappoport élargit extrêmement la question et reporte sur tout le Parti et même sur le mouvement ouvrier dans son ensemble la responsabilité absolument définie d'institutions du Parti définies de journaux, de personnes, de rédacteurs, de racines dans le mouvement et le Comité Directeur dans le Parti; mais cela ne délie pas le Comité Directeur et ses différents membres de la responsabilité de leur propre politique. Or, c'est précisément le Comité Directeur du Parti qui a fait preuve jusqu'à ces jours derniers d'une patience absolument inconcevable à l'égard d'un organe hostile plongeant dans le corps du Parti. La responsabilité en incombait à ce même noyau du Comité Directeur auquel appartient le camarade Rappoport. Nous considérons - et nous le déclarons ouvertement - que c'est précisément le camarade Rappoport et ceux qui pensent comme lui qui n'usent pas d'assez de ménagements à l'égard du communisme français et du mouvement ouvrier dans l'ensemble lorsqu'ils permettent à des groupes sans responsabilité de s'appliquer à greffer artificiellement l'opportunisme sur le Parti Communiste et à préparer son rapprochement et sa fusion avec les dissidents opportunistes au moyen de l'isolement de l'aile gauche. Les masses

révolutionnaires de France sont saines, mais cela ne veut point du tout dire que les erreurs du Comité Directeur dans la composition duquel entre aussi le camarade Rappoport, sont indifférentes à leur santé. Il faut encore une fois dire franchement : Rappoport et ceux qui pensent comme lui restent perplexes, indécis devant la conduite de Fabre, non pas parce qu'ils le considèrent comme une quantité infime, mais au contraire, parce que par l'exclusion de Fabre ils craignent de déterminer une « crise » inévitable aux sommets du Parti. Mais par cela même ils manifestent des vues extrêmement pessimistes à l'égard du Parti en supposant que la source et la condition de ses succès, c'est la conservation du *statu quo* aux sommets et non l'affranchissement de l'esprit de cliques par en bas, cliques dont les masses n'ont pas besoin et qui ne font que les gêner.

Que le Parti Communiste Français ait besoin d'autonomie, il n'est vraiment pas nécessaire de le rappeler à l'Internationale. Mais cette autonomie est nécessaire pour l'action. Or, le camarade Rappoport et ses partisans soutiennent aux sommets du Parti un groupement de forces qui exclut la possibilité d'action. Disons plus exactement : la ligne politique passant entre Rappoport et Verfeuil *n'est pas une ligne d'action communiste*. Voilà le fond de la question. Voilà d'où viennent l'impuissance et les symptômes de crise grave.

Le coup de l'Internationale Communiste contre la clique de Fabre signifie que le Comité Directeur doit chercher son orientation, non par une adaptation à l'aile droite, mais par une collaboration amicale avec l'aile gauche. L'équilibre de la politique du Parti doit s'établir non à droite du camarade Rappoport mais à sa gauche et même, avec la permission de notre hôte, considérablement, très considérablement plus à gauche, plus vite et plus sûr sera opéré aux sommets et plus facilement la crise sera surmontée et moins cher les couches inférieures auront à payer pour l'assainissement et renforcement du parti.

C'est dans ce sens que sont dirigés à présent tous les efforts du Comité Exécutif. Les représentants de tous les Partis Communistes suivent les événements au sein du Parti français avec une attention tendue et avec la conscience de la responsabilité de chacun de leurs actes. Et nous ne doutons pas un instant que l'Internationale réussisse à avancer la ligne politique des sommets du Parti vers la gauche en parfaite correspondance avec les besoins, les idées et les sentiments des couches inférieures. Bien plus, nous ne doutons pas que la majorité des camarades dirigeants du groupement auquel appartient le camarade Rappoport lui-même soutiendra toutes les dernières mesures de l'Internationale, tendant à garantir le mouvement ouvrier français contre des crises incomparablement plus lourdes et plus douloureuses dans l'avenir. Les masses ouvrières révolutionnaires françaises sont saines. Le Parti saura parfaitement et entièrement régler sa ligne politique sur elles.

Le procès des S.R. Candeur de malins

26 mai 1922

Déjà à Berlin, les défenseurs étrangers des S.R. avaient émis la prétention que la *Pravda* cessât la campagne, «la chasse à courre» engagée contre eux⁸. C'est que, voyez-vous, ils viennent à Moscou seulement comme avocats, et l'examen en toute justice de l'affaire demande une atmosphère de calme. Or, une telle atmosphère ne saurait exister du moment que la *Pravda* est chaque jour moins favorable aux défenseurs.

Il faut dire que lorsque nous connûmes cette prétention, elle nous fit l'impression d'une plaisanterie déplacée. Le fait que la II^e Internationale et son écuyère l'Internationale II 1/2, s'étaient levées pour la défense des S.R., ne nous parut pas du tout inattendu : l'unité d'intérêts politiques détermine naturellement la solidarité dans l'action. Le fait que Vandervelde s'était personnellement offert pour défendre les S.R., n'avait non plus, du point de vue politique, rien d'énigmatique : Vandervelde avait trop étroitement lié son sort à la lutte contre le communisme, la Révolution prolétarienne, la Russie soviétique; sa défense des S.R. n'est qu'une partie intégrante de tout son travail. Mais sur quelle base, de quel droit, avec quelle apparence, extérieure tout au moins de bon sens Vandervelde et C^{ie} se sont-ils décidés à demander au gouvernement soviétique, au Parti Communiste et, en particulier, à la rédaction de la *Pravda* que nos publications s'abstiennent de caractériser défavorablement M. Vandervelde et les autres ? Cette exigence étonna surtout, et avant tout, par son caractère par trop... inintelligent. Or, M. Vandervelde n'est rien moins qu'un novice en politique. Mais alors, qu'y a-t-il au fond de tout cela ? La question vaut qu'on s'y arrête. Peut-être nous apprendra-t-elle quelque chose à nous-mêmes et éclairera-t-elle, en outre, d'autres questions pour les ouvriers de l'Europe occidentale et plus particulièrement les ouvriers belges.

Défense purement juridique, non politique

Comme nous l'avons déjà entendu, et comme nous l'entendons encore maintenant, Vandervelde prétend qu'il est avocat, que c'est comme tel qu'il se propose de défendre des accusés et non comme politicien de défendre un Parti.

Un sentiment aussi humanitaire est certes très louable et même rassurant à notre époque si peu humanitaire. Cependant, certaines circonstances restent peu claires. Pourquoi, en vérité, Vandervelde s'intéresse-t-il au procès criminel de MM. Gotz, Douskoï, etc., s'il n'y poursuit aucun but politique ? Quels motifs l'ont déterminé à entreprendre son assez long voyage ? Enfin, puisque M. Vandervelde est déjà à Moscou, le commissaire à la Justice pourrait, probablement, proposer à son attention une série d'autres affaires criminelles, par exemple, une affaire de pots-de-vin, ou de pilleurs du Trésor, ou de bandits, ou d'espions étrangers (sans nuance S.R. ou menchevique), etc., etc. Pourquoi donc Vandervelde a-t-il arrêté son attention, non politique, sur le procès des S.R.

Nous ne pouvons pas oublier non plus que ce choix de Vandervelde est en rapport avec la Conférence des trois Internationales à Berlin et basé sur la convention formelle de ces trois Internationales (convention déjà violée, il est vrai, par les Internationales de Vandervelde et de Rosenfeld).

Comme conditions à la convocation du Congrès ouvrier international, Vandervelde et ses partisans exigèrent la cessation des répressions du gouvernement soviétique à l'égard des Partis «socialistes» et la restitution de la Géorgie aux mencheviks. On ne saurait nier que ces exigences portent un caractère purement politique. Le procès des S.R., déjà annoncé, à ce moment-là était proclamé par M. Vandervelde et ses partisans un acte de vengeance d'un parti politique sur un autre.

«Si cette Conférence (internationale) se réunit, y admettez-vous ceux qui sont actuellement en prison, ceux que menace la peine de mort, ceux qui après avoir connu les bagnes tsaristes souffrent encore maintenant dans les prisons de forçats sous le régime de la III^e Internationale ?»

Ainsi déclamait à Berlin M. Vandervelde, avocat non politique des S.R. Les dépositions de Sémionov et de Konopléva étaient proclamées par les mêmes personnes, partis et organisation - trahison et reniement.

C'est de là que vient l'exigence de fournir aux représentants des Internationales hostiles au communisme, la possibilité de prendre part, en qualité de défenseurs, au procès du Parti S.R.; les accusés devaient de plus être assurés à l'avance de ne pas être fusillés. Il n'est plus permis dès lors de dire que l'exigence qui nous fut présentée préalablement de ne pas laisser fusiller les S.R. et le consentement conditionnel du gouvernement soviétique eurent un caractère «purement juridique». Au contraire, il ne fut même pas fait allusion à la justice.

L'accord avait un caractère purement politique. La tentative de réduire maintenant toute l'affaire aux fonctions juridiques des avocats, au lieu de lui laisser le caractère d'une manifestation politique des chefs des Internationales II et II 1/2, révèle toute son inconsistance : il suffit de juxtaposer cette tentative à la courte et toute fraîche histoire de la question de la participation de Vandervelde et Cie au procès des S.R.

Non, messieurs, la question est plus vaste et plus profonde

L'affaire, voyez-vous, n'est pas limitée aux cadres du procès actuel. Nous savons ce qui l'a précédé, ce qui l'accompagne, et il est facile de prévoir ce qui le suivra. Vandervelde a combattu la Révolution russe avant même qu'elle éclatât; il avait invité les socialistes russes à soutenir le gouvernement de la guerre. Vandervelde soutint ensuite le gouvernement Kérensky contre les

⁸ Le gouvernement soviétique avait arrêté les membres de la direction du parti S.R. suite à l'attentat manqué contre Lénine. Face à l'imminence de leur procès (il aura lieu du 8 juin au 7 août 1922), les représentants socialistes à la conférence de Berlin des trois internationales exigeant par avance qu'ils ne soient pas condamnés à mort et avait délégué Vandervelde à Moscou pour les assister.

bolcheviks. Vandervelde mena contre nous une lutte irréductible, comme ministre de la paix de Versailles et agent du blocus autour de la République russe des ouvriers et des paysans.

Vandervelde soutint tous nos ennemis. Vandervelde ne laissa échapper aucune occasion de nuire à la première République du Travail du monde, de la dénigrer, de diminuer son autorité, de susciter contre elle des sentiments hostiles. Le journal de Vandervelde, *Le Peuple*, que nous ne saurions appeler ni le mieux informé ni le plus talentueux est cependant l'un des journaux qui nous sont le plus hostile. Son hostilité jointe à son étroitesse provinciale stupide, lui permettent de reproduire sans scrupule dans tous ses numéros les innombrables et sottes calomnies contre la Russie soviétique. Aux réunions, conférences et congrès de son Parti, Vandervelde et ses partisans ont agi et agissent exactement de même. Nous avons pu nous en convaincre une fois de plus, en fait, à la Conférence de Berlin. Est-ce que, par hasard, en partant pour Moscou, M. Vandervelde a prescrit à son journal *Le Peuple* de cesser la lutte contre les bolcheviks ? Ou peut-être, a-t-il proposé à son Parti d'adopter une attitude « neutre », « impartiale » à l'égard du procès des S.R., pour ne pas entraver l'exercice de ses fonctions sacro-saintes de messenger « non politique » de justice ?

Ou peut-être encore ce mot d'ordre fut-il donné à toute la presse des Internationales II et II 1/2 ? On ne voit guère. Au contraire, une nouvelle vague de mensonges malveillants roule à travers la presse bourgeoise et coalitionniste. En particulier, des télégrammes et des radios arrivent de tous les côtés annonçant que la Géorgie est en proie à un soulèvement menchevik. En réalité, une tranquillité complète règne en Géorgie. Il n'y a pas trace de soulèvement dans le moindre coin du pays. Mais nous savons par d'innombrables exemples fournis au cours de ces cinq années que la propagande de ces sortes de bruits précède invariablement la préparation à l'étranger d'actions contre-révolutionnaires.

Avant que les états-majors impérialistes aient lancé leurs agents, armés de tous les moyens techniques nécessaires, sur les côtes de la mer Noire, ou dans nos gouvernements de l'Ouest, ou en Carélie, ils chargèrent la presse impérialiste d'annoncer à cors et à cris pendant quelques semaines des commencements de soulèvement. Ce vacarme constituait immuablement la couverture politique de l'attentat impérialiste qui se préparait. La presse « socialiste » ne manquait jamais de s'emparer de tous ces bruits, et n'était ainsi que le résonateur de la presse bourgeoise tourné vers les masses ouvrières. Il va sans dire que la presse soi-disant « socialiste » ne reproduisait presque jamais de démentis persistants et strictement basés sur des faits. Havas, Reuter méritaient et méritent toujours à ses yeux bien plus de confiance que l'agence télégraphique de la Russie soviétique. Nous y sommes habitués. Nous savons que cette répartition de confiance et de méfiance n'est pas le fait du hasard, mais est dictée par des intérêts sociaux.

Les chefs de la II^e Internationale sont incomparablement plus près des classes desservies par Havas et Reuter que des ouvriers et des paysans russes. Macdonald, Crispin et autres continuent maintenant encore à manifester leurs inquiétudes au sujet de soulèvements inexistantes en Géorgie, créant ainsi, pour la cent unième fois, des difficultés artificielles, basées sur des fictions et des mensonges, sur la voie de la République soviétique, et préparant des difficultés encore plus grandes, sous forme de soulèvements véritables fomentés à nos confins par les navires de guerre de l'Entente⁹.

Est-ce que toute cette activité a cessé ou, du moins, a été suspendue pendant la durée du procès des S.R. ? Où Vandervelde considère-t-il que seuls les articles de la *Pravda* entravent l'activité de la justice belge importée chez nous, avec ses manières irréprochables et avec sa réputation presque aussi irréprochable que celle de Cléo de Mérode qui, comme on le sait, fut aussi à la disposition de son roi ? Nous ne saurions être d'accord là-dessus. Nous pensons à la conduite de centaines et de milliers de publications européennes qui, chaque matin, inondent la population sous des flots de mensonges et calomnies contre nous pour, au soir, en réunir de nouvelles réserves et de nouveau les traduire dans la langue de leurs éditoriaux, télégrammes, radios, correspondances, prose et vers...

Demain, à tout cela, s'ajouteront encore les comptes rendus judiciaires de Moscou du procès des S.R. Dès à présent, dans chaque numéro du *Goloss Rossii*, l'organe berlinois de Tchernov, on peut trouver plus de mensonges que dans tous les journaux écrits de son directeur. Ainsi, particulièrement, la renonciation volontaire au voyage en Russie des trois socialistes-révolutionnaires russes, renonciation déterminée par la décision inattendue de Vandervelde de donner à sa mission un caractère juridique et non politique, est exposée dans le *Goloss Rossii* et accompagnée de mensonges et de calomnies que nous n'énumérerons pas ici, mais qui sont parfaitement accessibles à M. Vandervelde à la disposition duquel se trouvent des traducteurs. A cela il faut ajouter qu'il ne viendra même pas à l'idée de Tchernov d'imaginer le rôle de Vandervelde à la neutre lueur juridique, comme s'il s'agissait d'un procès de spéculateurs pris en flagrant délit de vol. Tchernov, l'instigateur d'assassinats et de soulèvements pendant tout le cours des cinq années d'existence du pouvoir soviétique parle chaque jour de sa solidarité avec Vandervelde, Rosenfeld, Th. Liebknecht, et de la solidarité de Th. Liebknecht, Rosenfeld, Vandervelde avec lui, Tchernov, comme d'un fait allant de soi. Le journal de Tchernov, allié de Vandervelde, est une des sources troubles d'informations pour toute la presse anticommuniste. A son tour, revenu de Belgique - et plus probablement encore avant d'y être arrivé - Vandervelde reprendra, avec une énergie redoublée basée sur l'autorité du « témoin oculaire » tout frais, sa campagne contre la République ouvrière sans cesse sous la pression mondiale capitaliste. De la sorte. « l'armistice » que demandent Vandervelde et Cie a un caractère très limité et unilatéral : il s'agit que la *Pravda* n'attaque pas Vandervelde pendant que la presse bourgeoise et coalitionniste du monde entier soutenant Vandervelde, attaquera la Russie soviétique. Le *Times*, le *Temps*, le *Goloss Rossii*, le *Vorwaerts*, la *Freiheit*, le *Peuple* et autres grandes et petites pompes à mensonge fonctionneront à toute vapeur, cherchant à rendre impuissante et à désarmer la Révolution ouvrière en armant jusqu'aux dents ses ennemis. Mais, quant à la presse soviétique et surtout à la *Pravda*... chut ! silence !... ne troublez pas les pures visions juridiques de Vandervelde !

⁹ Vous verrez - nous menaçait Vandervelde, à Berlin - comment se soulèveront les représentants socialistes de tous les confins de la Russie, les représentants de l'Ukraine, de l'Arménie, où le peuple, martyrisé depuis vingt ans, est serré dans les tenailles des armées kémalistes et rouges et enfin de la Géorgie, constituant pour ainsi dire une section de l'Internationale, de notre Internationale, et se plaignant de ce qu'elle appelle - justement à mon avis - l'impérialisme bolchevique.

De la sorte, M. Vandervelde est l'avocat non politique, non seulement des S.R., mais aussi des mencheviks géorgiens, des dachniaks et des hommes de Petlura. Il soutient tous les ennemis du prolétariat russe où et comme il peut. (*Note de l'auteur*)

Comment donc expliquer cela ?

Nous avons commencé par constater que l'exigence émise par les défenseurs étrangers à l'égard de la presse soviétique, a un caractère étonnamment inintelligent pour ne pas dire sot. Nous ne pouvons nous empêcher d'ajouter ici que dans cette sottise il n'y pas l'ombre de candeur atténuante. Cette sottise est impudente, il est même difficile de dire ce qui domine : sottise ou impudence.

Or, nous avons déjà parlé des manières irréprochables de M. Vandervelde. On ne saurait non plus refuser de lui reconnaître un certain don d'analyse formelle, et de l'expérience politique. Comment expliquer alors qu'il se soit décidé à nous présenter une exigence - il est vrai, «non sous forme d'ultimatum» - aussi inepte, aussi monstrueusement non fondée ? C'est qu'au fond, cette exigence n'est pas du tout une simple manifestation de la stratégie personnelle de M. Vandervelde, ni le fruit de ses syllogismes juridiques. Non, cette exigence est inspirée par l'impudente assurance de l'opinion publique bourgeoise, par son infatigable effort, sa triomphante effronterie. Combien de fois, dans les moments critiques de leur histoire, les classes régnautes n'ont-elles pas réussi à hypnotiser, à paralyser et à se soumettre les soi-disant chefs ouvriers par l'énergie enragée de leur pression, par l'arrogance sans appel de leurs exigences, par la terreur de leurs mensonges et de leurs calomnies ! Nous l'avons vu avec une particulière clarté lors des deux questions les plus graves de l'histoire humaine, la guerre et la révolution. Les «chefs» coalitionnistes abasourdis, après quelques instants d'hésitations, finissaient invariablement par s'asseoir sur les pattes de derrière et se mettaient à remuer leurs queues de parlementaires, d'avocats ou de ministres. L'opinion publique bourgeoise, ce levier très puissant du capital, ne connaît qu'une loi : réduire, briser la résistance, se soumettre tout. Elle s'empare de chaque position, non ou mal défendue - uniquement pour, après s'y être renforcée, continuer immédiatement à avancer. Les Vandervelde, les Rosenfeld, les Théodore Liebknecht ne sont que des instruments plus ou moins efficaces de cette force très puissante. C'est elle, l'opinion publique bourgeoise qui les a envoyés ici ; et c'est elle qui leur a soufflé en les rattrapant cette nouvelle et impudente exigence.

Mais pourquoi avons-nous, en général, admis Vandervelde et Cie ? Nous savons fort bien, qu'en sa qualité d'ex et futur ministre de la Justice, Vandervelde ne penserait même pas à admettre des communistes russes à défendre des ouvriers belges. Donc, il est évident qu'il n'est pas même question ici de réciprocité et d'égalité. Encore moins avons-nous admis Vandervelde par sympathie pour lui. Il a eu l'occasion de s'en convaincre s'il avait encore des doutes à ce sujet. Nous avons été guidés par des motifs politiques. Les Internationales anticommunistes représentent encore un fait puissant. Une partie considérable des ouvriers est encore derrière elles. Ces ouvriers sont chaque jour empoisonnés par le mensonge bourgeois, réfracté à travers le milieu de l'agitation «socialiste». En admettant chez nous Vandervelde, nous faisons une concession à l'esprit arriéré de ces masses trompées. Nous espérons de cette manière attirer leur attention sur certaines questions importantes de la Révolution prolétarienne. Nous espérons profiter de la participation de Vandervelde pour, dans la lutte contre Vandervelde, ouvrir les yeux, au moins à une partie des masses qui ont encore confiance en Vandervelde. Mais en même temps, indépendamment de nos buts tactiques et du degré de leur futur succès, l'opinion publique bourgeoise est en droit d'inscrire à son actif le fait même de l'admission de Vandervelde à participer au procès, car c'est là indubitablement le résultat de toute l'agitation forcenée qui avait précédé contre la Russie. Mais, comme je l'ai déjà dit, l'opinion publique bourgeoise ne se contente jamais des résultats acquis. Son instinct affiné de classe dit à la bourgeoisie que son seul salut - surtout à l'époque actuelle - c'est la pression qui ne connaît pas d'arrêt.

Et voilà que, parce que guidés par nos motifs politiques, nous consentîmes à admettre à participer au procès, les avocats étrangers qui nous sont hostiles, les alliés et les partisans de Tchernov, Goltz et autres, la presse bourgeoise, enregistrant ce succès avec satisfaction mais aussi avec inquiétude, se mit à fouetter avec une force triplée la rosse de la II^e Internationale. Ils ont hésité, ils cèdent - serrez-les, exigez, ne vous arrêtez pas, en avant !.

Gênes et Berlin - ce sont que les deux ailes d'un seul et même front. En voyant que nous consentions à négocier et à faire des concessions, on essaya à Gênes de nous prendre de force. C'est M. Barthou qui fut l'expression extrême de cette tactique. Mais la pression échoua. Nous avons tenu bon - et même sans grands efforts.

Ce que Barthou représentait sur la ligne d'artillerie lourde de l'impérialisme capitaliste, M. Vandervelde le représente en première ligne des connaissances social-patriotes. L'avocat Vandervelde est un politicien cherchant à dissimuler son rôle politique. Le politicien Vandervelde n'est que l'ombre chinoise de Barthou. Mais si le véritable dragon de l'impérialisme ne nous a pas effrayés, serons-nous effrayés par le dragon sur l'écran ?

Là est le fond de la question : la stratégie de Gênes, comme celle de Berlin, était basée sur la psychologie des «socialistes» qui frémissent, mortellement épouvantés, devant l'opinion publique bourgeoise. La bourgeoisie inspira à Vandervelde contre nous les méthodes à l'aide desquelles elle s'était soumise Vandervelde lui-même. Seulement, elle n'a pas compté que les communistes russes étaient faits d'une autre pâte. C'est là en général, l'erreur de la bourgeoisie dans toutes ses combinaisons à l'égard de la Russie soviétique, et c'est là aussi l'erreur de M. Vandervelde. Nous sommes faits d'une autre pâte. On a essayé de nous terroriser avec les canons de 150 millimètres des monitors anglais, ensuite par la campagne de l'opinion publique «indignée» de l'humanité civilisée, puis par le chantage financier : maintenant on en est venu au petit chantage juridique. Ce ne sont là que les maillons de la même chaîne. Sa direction générale va de la tragédie sanglante à la farce. Nous savons que la farce peut être que la préparation de nouvelles tragédies sanglantes. Ceci est pour demain. Mais la tentative d'aujourd'hui de fermer la bouche aux communistes russes avec le petit poing ganté de la justice belge est non seulement déplacée, mais encore ridicule à l'extrême. Et nous en sourions.

Continuez votre affaire Monsieur Vandervelde - celle pour laquelle on vous a envoyé.

Et nous continuerons la nôtre - celle pour laquelle lutte et meurt maintenant en Europe et dans le monde entier la fleur de la classe ouvrière.